

United Nations

Nations Unies

**SECURITY
COUNCIL**

**CONSEIL
DE SECURITE**

UNRESTRICTED

S/1174

5 janvier 1949

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

RAPPORT DE L'ADMINISTRATION DE LA ZONE ANGLO-AMERICAINE DU TERRITOIRE

LIBRE DE TRIESTE

POUR LA PERIODE DU 1er JUILLET AU 30 SEPTEMBRE 1948

PRESENTÉ PAR

LE MAJOR GENERAL T.S. AIREY C.B., C.B.E.

COMMANDEMENT DE LA ZONE ANGLO-AMERICAINE

DU TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE

TABLE DES MATIERES

<u>Section</u>	<u>Sujet</u>	<u>Page</u>
1	INTRODUCTION	2
2	REUNIONS POLITIQUES	3
3	ORGANISATION DU GOUVERNEMENT	3
4	RELATIONS EXTERIEURES	4
	Relations avec l'Italie	4
	Relations avec la Yougoslavie et la zone yougoslave FTT	4
	Mouvement de personnes à destination et en provenance de la zone anglo-américaine	5
5	ORDRE PUBLIC	5
6	SITUATION ECONOMIQUE	5
	Participation de la zone anglo-américaine au programme de relèvement européen	5
	Programme de la zone anglo-américaine dans le cadre du programme de relèvement européen	6
	Budget du gouvernement militaire allié pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1948	8
	Accord économique avec le gouvernement italien	9
	Industrie	9
	Commerce extérieur	11
	Politique du gouvernement militaire allié en matière de ravitaillement et de prix	11
	Programme du gouvernement militaire allié en matière de logement	12
	Travaux publics	12
	Fourniture d'énergie électrique	13
	Services publics	13
	Port de Trieste	13
7	MAIN D'OEUVRE	14
8	SANTE PUBLIQUE:	15
9	ENSEIGNEMENT	15
10	PRESSSE ET RADIO	16
11	ACTIVITES RELIGIEUSES	17

12	SERVICES SOCIAUX
	Assistance publique
	Personnes déplacées
	Personnes ayant opté pour la nationalité italienne
13	AGRICULTURE
14	PECHE
15	CHIMINS DE FER.
16	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.
17	ACTIVITES SPORTIVES

<u>Annexe</u>	<u>Sujet</u>	<u>Page</u>
A	Nombre de réunions autorisées tenues par les organisations politiques	21
B	Nomination à des postes du gouvernement local. . .	22
C	Relevé de la criminalité	25
D	Accords conclus entre la zone anglo-américaine et l'Italie, signé le 22 septembre 1948	26
E	Commerce avec la Yougoslavie et d'autres pays (poids et valeur)	31
F	Chantiers de travaux publics et main d'oeuvre employée	35
G	Statistiques du mouvement des navires dans le port de Trieste	36
H.	Situation de l'emploi	37
I	Etat des cas de maladies infectieuses.	38
J	Assistance publique et personnes déplacées	39
K	Expédition par voie ferrée en provenance et à des- tination de Trieste	41

SECTION 1. INTRODUCTION

Le présent rapport, le quatrième que j'aie établi sur l'administration de la zone anglo-américaine du Territoire de Trieste, couvre la période allant du 1er juillet jusqu'au 30 septembre 1948, date du premier anniversaire de l'installation du Gouvernement militaire allié prévu à l'article 1 de l'Annexe VII du Traité de paix avec l'Italie.

Lorsqu'il est devenu évident que le Gouvernement militaire devrait probablement continuer à fonctionner pendant plus longtemps que je ne m'étais cru fondé à l'envisager, j'ai donné pour instructions au Gouvernement militaire allié d'appliquer progressivement une série de mesures tendant à un retour graduel au fonctionnement normal d'une administration locale autonome, dans la mesure où il était possible de le faire sans nuire à la sécurité de la population. Ces mesures progressives, qui ont été mûrement étudiées et été appliquées avec prudence, sont exposées dans mon précédent rapport et maintenant qu'elles ont porté leurs fruits, je suis prêt à prendre la dernière mesure prévue : faire procéder à des élections municipales. Des instructions ont été données pour l'établissement des listes électorales. Cette tâche présente des difficultés particulières en raison du fait que le Traité de paix avec l'Italie ne prévoit pas l'organisation d'élections sur le plan local avant l'installation de l'Assemblée constituante pour l'ensemble du Territoire libre de Trieste, installation qui doit suivre l'entrée en fonctions du Gouverneur. Les élections municipales seront en conséquence, organisées de manière à suivre dans l'ensemble les méthodes italiennes, que l'administration provisoire s'attache à observer, en attendant que soit créé le gouvernement définitif du Territoire.

En ce qui concerne la situation politique dans la zone au cours des trois derniers mois, le seul fait digne de retenir l'attention est le schisme fortement prononcé qui a divisé les communistes locaux à la suite de la condamnation du maréchal Tito et du parti communiste yougoslave par le Kominform. Il est important de noter toutefois que l'antagonisme brusque et bruyant qu'a provoqué cet incident n'a, en aucune manière, modifié l'attitude hostile de chacune des factions envers mon administration. La campagne communiste d'agitation, de mensonges et de calomnies se poursuit, comme d'ailleurs l'appui moral et financier donné par le parti soi-disant fronts et organisations de l'indépendance qui sont disposés à servir de paravent à l'infiltration communiste.

Néanmoins, la confiance dans l'avenir dont j'ai parlé dans mon rapport précédent a continué de se manifester. A ce sujet, j'addois rendre hommage

aux vues saines et à l'énergie des cercles commerciaux et industriels de Trieste et aux groupements libres du travail ainsi qu'à l'empressement du Gouvernement italien à pourvoir aux besoins financiers de la zone conformément au Traité de paix. Sur ce terrain solide, le Gouvernement militaire allié a pu poser les fondations de son programme de reconstruction économique de Trieste dans le cadre du programme de relèvement européen. Dans ce but, un très grand nombre de solides travaux préliminaires ont été réalisés pendant la période que couvre le présent rapport et j'ai tout lieu d'espérer, au moment où la zone est sur le point de devenir un membre participant de l'Organisation pour la coopération économique européenne, que le Gouvernement militaire allié va aborder une phase de ses travaux qui procurera des avantages tangibles à la grande masse de la population. Toutefois, le Territoire libre doit inévitablement, à la longue, se trouver devant les difficultés économiques propres aux régions très petites ou étendues qui ne disposent pratiquement d'aucune ressource.

SECTION 2. RÉUNIONS POLITIQUES

L'Annexe A contient un tableau indiquant le nombre des réunions autorisées tenues par les divers groupements des partis politiques dans le courant des mois de juillet, août et septembre.

SECTION 3. ORGANISATION DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement local créé par l'Ordonnance N°259 du Gouvernement militaire allié et dont j'ai souligné l'importance dans mon dernier rapport, a été installé le 20 juillet. Les noms des candidats présentés par le Gouvernement militaire allié pour remplir les fonctions de Président de la zone, de Vice-président de la zone et de maires des six communes de la zone, ont été annoncés le 3 juillet. L'Annexe B contient la liste des fonctions et le nom des personnes nommées à ces fonctions. Pour les quatre petites communes rurales de Buino-Aurisina, Monrupino, Sgonico et San Dorligo della Valle, dont la population est en majorité slovène, les maires ainsi que la plupart des membres du conseil municipal sont slovènes.

En raison des nouveaux rapports qui existent entre le Gouvernement militaire allié et le gouvernement local, il a été décidé de remettre aux autorités civiles certains services du gouvernement central, et notamment la santé publique, les services publics, l'agriculture et la pêche et les transports civils. Tous ces services sont maintenant dirigés par des fonctionnaires civils locaux responsables devant la direction compétente correspondante du Gouvernement militaire allié.

La suppression des fonctions de commissaire de la zone, le 12 avril, et l'établissement du nouveau régime de gouvernement local autorisé en vertu de l'ordonnance No. 259 du Gouvernement militaire allié, ont marqué la fin des deux premières étapes de la mise en oeuvre de la politique que j'ai suivie en vue de rétablir dans la zone des conditions démocratiques normales.

Un autre jalon a été posé le 25 septembre lorsqu'a été publiée l'ordonnance No. 345 relative à la préparation des listes électorales. Mon but est de faire procéder, en temps utile, à des élections pour les désignations aux fonctions administratives municipales qui, en temps normal, sont remplies par des représentants élus.

SECTION 4. RELATIONS EXTERIEURES

1. Relations avec l'Italie

La nécessité de coordonner, en ce qui concerne le programme de relèvement européen, le programme de la zone avec celui de l'Italie, et d'établir des consultations régulières sur les questions se rapportant au budget du Gouvernement militaire allié, a conduit à la création d'une Commission économique mixte, qui doit se réunir à Rome à intervalles réguliers. Les attributions de cette Commission mixte et les détails relatifs à l'accord économique conclu avec l'Italie, qui prévoit la création de cette Commission, sont exposés à un autre endroit du présent rapport. Les discussions qui ont eu lieu à Rome à la fin de juillet, et au cours desquelles cet accord a été rédigé, se sont déroulées dans une atmosphère de parfaite cordialité. Pour réduire les difficultés que rencontrent les voyageurs qui traversent la frontière entre la zone et l'Italie, un accord est intervenu entre le Gouvernement militaire allié et les autorités italiennes, aux termes duquel les visites de police et de douane effectuées par les deux forces de police se passent en même temps à un même poste frontière. Cette mesure a eu pour résultat d'accélérer de manière sensible le trafic routier aussi bien que le trafic ferroviaire.

2. Relations avec la Yougoslavie et la zone yougoslave FTT

Une commission mixte composée des représentants du Gouvernement militaire allié et du Gouvernement militaire yougoslave a procédé à une étude de la frontière entre les deux zones qui, jusqu'alors n'avaient pas été en certains endroits, délimitée d'une manière bien précise. La frontière n'est autre qu'une partie de la ligne connue sous le nom de "Ligne Morgan" qui, aux termes de l'accord Duino du 20 juin 1945, séparait à cette époque, les deux zones du territoire italien de la Vénétie julienne occupée. La Commission avait pour tâche d'arriver à un accord sur l'interprétation du tracé de la ligne Morgan annexé à l'accord.

Les deux gouvernements militaires se sont mis d'accord sur le tracé exact de la frontière, qui a été marquée exactement et clairement sur le terrain.

On espère que les incidents provoqués par de prétendues violations de la frontière par les forces militaires et par la police des deux zones ne se reproduiront pas.

3. Mouvement de personnes à destination et en provenance de la zone anglo-américaine.

Le nombre des passages de frontière enregistrés au cours du trimestre est le suivant :

	A destination et en provenance de l'Italie	A destination et en provenance de la Yougoslavie	A destination et en provenance de la zone yougoslave
Juillet	321 351	28 947	290 595
Août	377 833	28 845	301 348
Septembre	370 670	25 048	285 545

SECTION 5. ORDRE PUBLIC

Les statistiques criminelles trimestrielles établies d'après les registres de la police figurent à l'annexe C..

SECTION 6. SITUATION ECONOMIQUE

1. Participation de la zone anglo-américaine au programme de relèvement européen.

Le 13 juillet, la délégation italienne à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) à laquelle les Gouvernements des pays qui participent pleinement au programme de relèvement européen doivent appartenir, a proposé au Conseil de l'Organisation d'admettre comme membre la zone anglo-américaine FET. Cette proposition a été acceptée par le Conseil sous réserve de la ratification officielle qui, conformément au règlement de l'Organisation, ne peut avoir lieu que lorsque dix autres Etats membres ont ratifié leur adhésion à la Convention de l'OECE. Entre temps, on a pris des mesures pour que, dans tous les programmes d'attribution de produits au titre du programme de relèvement européen aux membres participants, il soit tenu compte des besoins de la zone. En outre, le United States Economic Co-operation Act qui est à l'origine du programme de relèvement européen, prévoit que la zone continuera à recevoir pendant la période qui précédera son admission officielle à l'OECE, les quantités indispensables de produits alimentaires, de combustibles et de produits médicaux dont elle a besoin. Ces produits ont, jusqu'à présent, été fournis au titre du programme de secours des Etats-Unis à l'étranger, qui est venu à son terme le 30 juin 1948.

La ratification de la Convention de l'OEEC par dix autres Etats membres a été récemment annoncée et on prévoit que l'admission officielle de la zone au sein de l'Organisation aura lieu au cours des prochains jours.

Dès que le Conseil de l'OEEC eût accepté d'admettre le Territoire de Trieste comme membre de l'Organisation, des membres de nos services se sont rendus à Paris et ont soumis le programme de relèvement propre à la zone aux représentants de l'administration de coopération économique des Etats-Unis. Ils ont aussi insisté auprès de diverses sous-commissions techniques de l'OEEC pour obtenir des allocations. Les propositions du Gouvernement militaire allié relatives à l'utilisation de la contre-partie en monnaie locale des fonds, dont ils avaient sollicité l'attribution au titre du programme de relèvement européen, ont été approuvées par l'administration de coopération économique et le 25 septembre, l'OEEC a annoncé que 18 millions de dollars avaient été provisoirement alloués pour la première année de la mise en oeuvre du programme de la zone. De ce total, environ 12 millions de dollars seront nécessaires pour l'achat de produits alimentaires et de combustibles et le reste pour l'acquisition de matières premières et de matériel destinés à l'industrie.

2. Programme de la zone anglo-américaine dans le cadre du programme de relèvement européen.

L'objectif fondamental du programme de relèvement européen est de permettre aux pays participants de recouvrer une économie saine avant le 30 juin 1952. Pour atteindre ce but, il est essentiel que Trieste augmente ses possibilités d'acquérir des dollars et d'autres devises étrangères.

A cette fin, les mesures suivantes doivent être prises :

- (a) Les facilités de production existantes doivent être utilisées dans une plus large mesure.
- (b) Certaines industries existantes doivent être modernisées pour être en mesure d'entrer en concurrence sur les marchés mondiaux.
- (c) Certaines industries nouvelles doivent être créées, qui permettront d'acquérir des devises étrangères et d'employer l'excédent de population de la zone.

Les fonds disponibles pour l'application de ces mesures sont constitués par des dollars acquis par la zone ou attribués par l'administration de coopération économique; par leur contre-partie en monnaie locale qui, en ce qui concerne la zone, doit procéder de la vente de marchandises fournies au titre du programme de relèvement européen et provenir, dans une certaine mesure, du Gouvernement italien; enfin, par tels autres fonds que le Gouvernement militaire allié peut se procurer en vertu des accords financiers conclus avec l'Italie le 9 mars 1948, dont le texte a été publié dans mon rapport couvrant la période du 1er janvier au 31 mars. La contre-partie en monnaie locale doit, aux termes du United States Economic Co-operation Act,

être utilisée, après approbation, à des fins déterminées. Le Gouvernement militaire allié a obtenu l'approbation de l'administration de coopération économique pour utiliser aux fins suivantes la contre-partie en liras des dollars reçus au titre du programme de relèvement européen qui se montera à plus de 10 milliards de liras pour l'exercice se terminant le 30 juin 1949 :

- (a) Placements industriels privés pour la reconstruction et la modernisation.
- (b) Reconstitution de la flotte marchande de Trieste.
- (c) Travaux publics destinés à augmenter la productivité de la zone.

Le programme de placements industriels privés établi par le Gouvernement militaire allié comprend des prêts se montant à plus de 2 milliards et demi de liras et se répartissent comme suit :

Reconstruction et modernisation des chantiers de constructions navales	- 805 000 000 liras
Reconstruction des chantiers de réparation de bateaux	- 275 000 000 liras
Reconstruction d'une raffinerie d'huile végétale	- 300 000 000 liras
Amélioration des industries mécaniques et de construction navale	- 130 000 000 liras
Reconstitution de la flotte marchande	- 360 000 000 liras
Développement de l'industrie des conserves	- 700 000 000 liras

On prévoit de ce total qu'une somme de 1 milliard de liras aura été fournie avant la fin de l'exercice courant.

Comme première mesure en vue de la reconstitution de la marine marchande de la zone, six navires pour le transport des passagers et six cargos mixtes d'un total de 91.000 tonnes seront construits par les chantiers de Trieste dans le cadre d'un programme commun élaboré avec le Gouvernement italien. Avant la fin de 1948, le Gouvernement militaire allié se propose d'avancer 3,1 milliards de liras pour contribuer au financement de ce programme qui, lorsqu'il atteindra son plein développement en 1950, permettra à l'industrie de construction navale d'employer quelque 4.000 ouvriers en plus de ceux qui sont occupés actuellement dans les chantiers de construction maritime. On estime en outre qu'après le lancement de ces navires, 700 des 1.700 marins de la marine marchande, actuellement en chômage, pourront retrouver un emploi à Trieste. De plus, la zone possédera une source importante de devises étrangères. On espère que le premier bateau sera mis en chantier en janvier 1949.

Les travaux publics qui doivent être financés au moyen de la contre-partie en liras pour la première année s'élèveront, estime-t-on, à 2,3 milliards de liras. Le programme comportera le développement de la zone industrielle ZAULE et de nouveaux travaux de reconstruction dans le port de Trieste. Au mois d'octobre de cette année, ces projets auront porté le chiffre total des personnes employées à des travaux publics de 7.000 à 8.000.

Outre le programme exposé plus haut et financé par la contre-partie en liras, on envisage de mettre à la disposition du Gouvernement militaire allié un capital souscrit et un fonds de roulement de 200 millions de liras qui permettra de consentir des prêts aux petites et aux moyennes industries ainsi qu'aux artisans. Une institution spéciale de crédit est créée à cet effet.

Le programme d'assistance financière à l'industrie et au commerce ci-dessus mentionné, n'est pas encore complet. Sur la proposition du Gouvernement militaire allié, la Commission consultative économique (voir la section 6 de mon précédent rapport) a récemment créé deux Comités locaux qui ont pour tâche de faire des recommandations en ce qui concerne tous les projets qui n'ont pas encore été examinés et dont la réalisation contribuerait, à leur avis, à hâter le relèvement économique de la zone. Les recommandations de ces commissions doivent être présentées avant le 30 septembre et elles seront examinées attentivement par le Gouvernement militaire allié.

En établissant son programme dans le cadre du programme de relèvement européen le Gouvernement militaire allié a continué à suivre sa politique, qui consiste à diriger une partie des fonds dont il dispose vers les placements à long terme. Les entreprises commerciales et industrielles qui ont besoin d'un fonds de roulement normal et d'une autre assistance financière à court terme peuvent recourir au système bancaire commercial normal. Les dépôts dans les banques de Trieste ont augmenté d'une façon importante au cours des six derniers mois et il y a un accroissement correspondant des crédits à court terme.

Budget du Gouvernement militaire allié pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1948.

Le budget prévu pour l'administration de la zone au cours du deuxième semestre de 1948 est le suivant :

	<u>Lires</u>	<u>Lires</u>
Dépenses ordinaires	8 259 889 335	
Recettes ordinaires	7 000 000 000	
Déficit ordinaire		1 259 889 335
Dépenses extraordinaires (nettes)		5 700 000 000
Mouvement de capitaux		2 968 507 000
Total net des besoins en liras :		9 928 396 335

La somme figurant sous la rubrique "Mouvement de capitaux" doit être versée au fonds spécial du Gouvernement militaire allié constitué par la contre-partie en lires et doit être utilisée pour le financement des industries de construction et de réparation de navires de Trieste, comme il a été expliqué au paragraphe 2 ci-dessus.

L'examen du budget montre qu'il y a eu une amélioration importante par rapport à la période correspondante de 1947. Ceci doit être attribué à un renforcement général de l'administration, à la levée de certains nouveaux impôts combinés avec une refonte générale du système de perception des impôts et à un resserrement du contrôle des finances, des services d'utilité publique et de certains services gouvernementaux.

4. Accord économique avec le Gouvernement italien

A l'Annexe D figure le texte d'un Accord économique entre le Gouvernement militaire allié et le Gouvernement italien, élaboré à la suite de conversations qui se sont déroulées à Rome au cours de la dernière semaine de juillet, et signé à Trieste le 22 septembre. Cet Accord a été réalisé en application de l'article 3 de l'Accord financier conclu entre les deux Gouvernements le 9 mars 1948.

Aux termes de cet Accord, le Gouvernement italien s'engage à mettre à la disposition de la zone les fonds nécessaires pour combler le déficit budgétaire indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, à coopérer à la mise en œuvre du programme de relèvement de la zone dans le cadre du programme de relèvement européen, et à verser une certaine quantité de dollars, en dehors de ceux qui sont attribués par l'administration de coopération économique, pour le paiement de certains besoins déterminés de la zone. Le Gouvernement militaire allié s'engage, pour sa part, à consacrer à certaines fins déterminées, les lires et les devises étrangères fournies aux termes de l'Accord et à appliquer, en ce qui concerne les produits alimentaires et d'autres produits essentiels, une politique des prix conforme à celle du Gouvernement italien, dans la mesure où le permet la situation particulière de Trieste.

La première séance de la Commission mixte prévue à la partie III de l'Accord s'est tenue à Rome le 14 septembre. Des membres de la Commission économique consultative de Trieste représentant l'administration locale, l'industrie, le commerce et le travail, ont accompagné la délégation du Gouvernement militaire allié.

5. Industrie

En application du plan de construction navale établi dans le cadre du programme de relèvement européen, deux navires de 23.000 tonnes pour le transport des passagers ont été commandés par la Ligue italienne, tandis que la Lloyd Triestino Line en commandait deux de 12.000 tonnes. Tous ces navires

doivent être construits au chantier San Marco des Chantiers réunis de l'Adriatique, et on prévoit que, grâce à ce programme, le chantier sera maintenu en pleine activité pendant deux ans. Un grand nombre de sous-traitants et de petits industriels de la zone retireront également des avantages de ce programme. Pendant la troisième et la quatrième années de sa mise en oeuvre, on projette de construire cinq autres cargos ou bateaux-citernes d'un tonnage total de 70.000 tonnes environ. Un premier contingent d'acier a été obtenu de l'Autriche. Quatre petits cargos doivent être construits par les chantiers réunis de manière à éviter le renvoi d'ouvriers pendant la période allant de septembre ou octobre 1948 - date à laquelle seront lancés les deux navires égyptiens mentionnés dans mon dernier rapport, - jusqu'en janvier 1949 - date de mise en chantier du premier bateau qui doit être construit dans le cadre du programme de relèvement européen.

L'activité des chantiers de réparation de bateaux a été très grande et les commandes à court terme sont suffisantes pour l'avenir immédiat. Toutefois, en attendant que la mise en oeuvre du programme de relèvement européen soit complète, il sera difficile d'assurer des commandes régulières à cette industrie.

Un contrat a été récemment passé pour le renflouement du Sabaudia d'un tonnage de 28.000 tonnes, dernier des trois grands navires échoués dans la baie de Muggia.

Des accords ont été conclus en vertu desquels le charbon dont la zone a besoin sera fourni par la Ruhr, et on recevra la quantité de coke industriel suffisante pour permettre au haut-fourneau des usines métallurgiques ILVA de rester en activité. Des plans sont également à l'étude pour la modernisation du matériel de ces usines métallurgiques qui sont destinées à jouer un rôle important dans le programme de relèvement de la zone. Le plan relatif à la deuxième phase de la reconstruction de la raffinerie de pétrole AQUILA comporte l'installation d'une raffinerie de pétrole et d'une usine pour la fabrication d'huile de graissage; de nouveaux réservoirs nécessaires à la réalisation de ces projets sont fabriqués à Trieste.

Une partie des graines oléagineuses et du copra importés par le gouvernement italien, en application de son propre programme de relèvement dans le cadre du programme général de relèvement européen, a été attribuée à la fabrication d'huile végétale GASLINI. En outre, le Gouvernement italien et à la disposition de la zone une partie des livres sterling réservée pour l'acquisition directe de ces matières premières. On espère également obtenir de nouveaux contrats auprès du Gouvernement autrichien pour le traitement des huiles comestibles.

Outre le relèvement des industries existantes, on examine la possibilité de créer des industries nouvelles, notamment des usines de conserves de poisson et des manufactures de cigarettes.

Après le succès qu'a connu la Foire de Trieste en septembre 1947, il a été décidé de créer la "Ente Fiera Campionaria Internazionale di Trieste" (La Corporation de Trieste pour l'organisation d'expositions internationales) qui sera une corporation para-gouvernementale, dont le statut prévoit la nomination d'un président et d'un directeur général par le Président de la zone, et la présence au conseil d'administration de représentants du Gouvernement, de l'industrie et du commerce locaux. La Foire de 1948 s'est ouverte le 16 septembre et s'est terminée le 4 octobre. Les demandes d'emplacements ont dépassé celles de 1946 et cette année les expositions se sont tenues dans le Castello di S. Giusto et à la Stazione Marittima. Les produits exposés appartenaient à de nombreux domaines de la construction mécanique et de la production industrielle générale et comportaient également des matières premières et du matériel d'équipement. De la superficie totale occupée par les stands, 30 pour 100 étaient réservés aux fabricants de Trieste et le reste à des exposants des Etats-Unis, d'Italie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, d'Autriche et de Suisse. Une section particulièrement intéressante de la Foire fut celle où étaient exposés certains articles fabriqués par des artisans de Trieste et témoignant d'une rare habileté professionnelle.

6. Commerce extérieur

Les chiffres relatifs aux importations et aux exportations figurent à l'Annexe E.

7. Politique du Gouvernement militaire allié en matière de ravitaillement et de prix

Jusqu'au 30 juin, la zone importait les produits alimentaires et autres produits essentiels dont elle avait besoin, et que l'on ne pouvait se procurer sur place, au titre du programme de secours à l'étranger des Etats-Unis. Ce programme visait à fournir des secours temporaires aux régions dont l'économie avait été disloquée par la guerre et laissait les gouvernements qui recevaient ces secours libres de les vendre à un prix pratiquement nominal. Aussi longtemps que le programme a été appliqué, le Gouvernement militaire allié a donc pu fournir à la population de la zone de généreuses rations à un prix qui n'était guère supérieur au tiers de leur valeur réelle.

Lorsque cette aide a pris fin, le Gouvernement militaire allié s'est trouvé devant la nécessité, soit de vendre les marchandises importées à des prix rémunérateurs, ou d'amener le Gouvernement italien à compenser par des

subventions prélevées sur le Trésor italien la perte résultant de la vente à des prix artificiellement bas. Par suite de la diminution progressive des subventions, qui s'est effectuée au cours d'une période assez longue, le Gouvernement italien a dernièrement porté les prix des produits alimentaires, dans la plus grande partie du Territoire, à leur niveau rémunérateur. En conséquence, le Gouvernement militaire allié a entrepris l'étude détaillée de la situation qui existe dans la zone en matière de prix. Cette étude portait sur les conditions spéciales qui régnaient à Trieste et sur le niveau des prix dans toute l'Italie. Il a été décidé, bien qu'il fût de toute évidence nécessaire de porter le prix des marchandises rationnées à un niveau mieux en rapport avec la réalité, que les conditions sociales et économiques exceptionnelles qui régnaient à Trieste justifiaient, pour le moment, le maintien de ces prix à un niveau légèrement inférieur aux prix pratiqués dans la province italienne voisine de Gorizia où des subventions appréciables sont encore accordées. Dans ces circonstances, le Gouvernement italien a accepté de fournir les fonds nécessaires pour maintenir les prix au niveau recommandé par le Gouvernement militaire allié.

L'augmentation des prix est dans une large mesure compensée par l'indemnité dite "caro-pane" (de cherté de pain) qui élimine la différence entre le nouveau prix du pain et l'ancien et qui, selon la loi italienne, doit être payée par les employeurs à presque toutes les catégories d'ouvriers et aux personnes à leur charge, et par une indemnité de "contingenza" (de cherté de vie) dont le taux est fixé périodiquement par un accord entre les représentants des employeurs et des employés.

8. Programme du Gouvernement militaire allié en matière de logement

Par suite de la mise en oeuvre successive de plusieurs programmes de travaux publics par le Gouvernement militaire allié, des appartements dont le nombre s'élève à 18.841 ont été réparés et remis en état. Quatre cent trente-trois nouveaux appartements ont été construits et 1.040 autres sont en construction et seront terminés avant la fin de l'année. La question du financement des travaux de construction futur est de toute première importance et le Gouvernement militaire allié procède à son examen.

9. Travaux publics

Une liste des entreprises de travaux publics indiquant le nombre moyen des personnes employées au cours du trimestre figure à l'Annexe F. Le fait que le chiffre moyen des personnes employées est inférieur à celui du trimestre précédent résulte de la diminution intentionnelle du nombre de certains travaux, pour l'exécution desquels l'effectif de la main-d'oeuvre est faible par rapport au montant des dépenses. Toutefois, comme je l'explique à un autre endroit du présent rapport, les travaux dans la zone industrielle

de Zaule et les travaux pour terminer la reconstruction du port, permettront d'employer 1.000 ouvriers supplémentaires à partir du mois d'octobre.

10. Fourniture d'énergie électrique

Le Gouvernement militaire allié a récemment informé les Gouvernements yougoslave et italien qu'il était disposé à participer à des négociations en vue du règlement des questions techniques et financières non encore résolues concernant la fourniture d'énergie électrique par des stations situées en Yougoslavie, pendant la durée du Gouvernement militaire. Le Gouvernement militaire de la zone yougoslave FIF prendra, estime-t-on, également part à ces négociations. Il a été précisé que ces démarches ne devaient pas nuire aux négociations prévues à l'Annexe IX du Traité de paix en vue de l'élaboration d'une convention entre la Yougoslavie et l'Italie et le Territoire Libre.

11. Services publics

Une Commission désignée par le Gouvernement militaire allié a ouvert une enquête au sujet de l'Azienda Comunale dei Servizi Elettricità, Gas, Acqua e Termale (A.G.E.G.A.T.), entreprise qui, sous le contrôle de la commune de Trieste, est chargée d'assurer les services publics de la ville. Les recommandations de la Commission ont été transmises au maire de Trieste pour qu'il réduise le lourd déficit financier de cette entreprise au cours des dernières années. Comme première mesure, le prix des billets de tramway et celui de l'électricité et du gaz ont été augmentés.

12. Port de Trieste (pour des statistiques détaillées, voir l'Annexe G)

L'augmentation des importations, que j'ai signalée dans mon dernier rapport, s'est maintenue. Les importations pour le trimestre se terminant le 30 septembre se sont élevées au total à 601.297 tonnes, alors qu'elles n'étaient que de 586.818 pour le trimestre précédent. Sur ce total, 47,5 pour 100 sont des importations destinées à la population civile, 51 pour 100, des fournitures livrées au titre du programme de relèvement européen destinées à Trieste et à l'Autriche, et le reste des fournitures militaires à destination de Trieste.

Le volume des exportations est pratiquement le même que celui du trimestre précédent; il s'élève à 154.365 tonnes.

Les produits oléagineux entrent pour une large part dans le trafic du port. Ils interviennent pour 23,4 pour 100 dans les importations et pour 51 pour 100 dans les exportations.

SECTION 7. MAIN-D'OEUVRE

Au cours des trois derniers mois, il n'y a eu, dans la zone, ni grèves ni mouvements d'inspiration politique, ce qui doit être attribué en tout premier lieu au bon sens de la plupart des travailleurs qui comprennent qu'une inutile dislocation de la vie industrielle de la zone pour des raisons politiques à l'instigation de l'étranger, ne peut leur amener en dernière analyse que des désavantages.

Il y a toutefois eu une certaine agitation à la suite de réclamations sur le plan économique. Les ouvriers de l'Etat ont fait ressortir que, par suite des conditions locales, ils étaient plus mal partagés que les ouvriers italiens de même catégorie et ils ont demandé avec insistance qu'on accorde à leur situation une attention particulière.

Les syndicats ont protesté contre la décision du Gouvernement militaire allié d'augmenter les prix des produits alimentaires rationnés à partir du 1er octobre. Les circonstances qui ont amené à augmenter les prix sont exposées à la section 5 du présent rapport. La position du Gouvernement militaire allié a été expliquée en détail aux représentants du travail, par le Directeur général des affaires civiles, à deux réunions qui se sont tenues au cours de la dernière semaine de septembre. En outre, un fonctionnaire de la Camera del Lavoro a fait partie de la délégation du Gouvernement militaire allié qui assistait aux séances de la Commission mixte à Rome, à la suite de laquelle le Gouvernement italien a accepté de fournir les fonds nécessaires pour compenser la différence très sensible entre les nouveaux prix des produits alimentaires importés et leurs prix rémunérateurs. La Camera del Lavoro ne s'est pas encore prononcée définitivement.

Après de longues discussions, un contrat de travail collectif définissant la position des comités de délégués syndicaux a été signé par les représentants des employés et des employeurs. Un accord est également intervenu au sujet de la révision des barèmes des traitements des employés et plusieurs autres contrats sont à l'étude. Le problème des conditions exigibles pour exercer un emploi dans la zone, problème qui se pose depuis longtemps, a été résolu par la publication d'une ordonnance du Gouvernement militaire allié fixant les conditions à remplir pour obtenir un livret de travail. D'après cette ordonnance, toutes les personnes résidant d'une manière permanente dans la zone sont pratiquement autorisées à s'inscrire pour l'obtention d'un emploi. Le tableau ci-dessous donne les chiffres relatifs à l'emploi et au chômage dans la zone pendant les six derniers mois.

	<u>Avril</u>	<u>Mai</u>	<u>Juin</u>	<u>Juillet</u>	<u>Août</u>	<u>Septembre</u>
Personnes employées	83.505	84.329	83.946	85.056	85.698	86.072
et personnes sans emploi	27.385	28.903	26.398	24.277	22.080	23.562

Les chiffres par commune et par catégorie d'emplois sont donnés à l'Annexe H.

SECTION 8. SANTE PUBLIQUE

Au cours des trois derniers mois, on a constaté une augmentation saisonnière du nombre de cas de fièvre typhoïde. Toutefois, cette augmentation a été moins forte qu'au cours des années précédentes. Avec cette réserve, l'état sanitaire général de la population a été satisfaisant.

Comme dans le passé, la réduction du nombre de cas de tuberculose a été un des principaux soucis des services de la santé publique. Au cours du trimestre, 12 pour 100 des décès survenus dans la zone ont été dus à cette maladie. Les mesures de prophylaxie sont intensifiées et des arrangements sont pris en vue de soumettre périodiquement tous les enfants des écoles à un examen radiographique. Le problème de la pénurie de lits dans les hôpitaux est devenu moins aigu par suite de l'agrandissement de l'hôpital pour tuberculeux de S.M.Maddalena qui compte 120 lits en plus. En outre, plus de 5.000 ampoules de streptomycine fournies en partie par la mission de secours à l'étranger des Etats-Unis et en partie par les autorités militaires américaines, ont été distribuées aux tuberculeux indigents.

Un stock de fournitures médicales importé par le Gouvernement militaire allié au titre du programme de relèvement européen, a été récemment réparti entre les hôpitaux et les grossistes en produits pharmaceutiques.

Les chiffres indiquant le nombre des cas de maladies infectieuses dans la zone figurent à l'Annexe I.

SECTION 9. ENSEIGNEMENT

La nouvelle année scolaire commence le 4 octobre pour les écoles primaires et le 16 octobre pour les écoles secondaires. Au point de vue de la qualité de l'enseignement donné, les écoles ont pratiquement atteint leur niveau d'avant-guerre. Ceci est surtout dû au fait que les autorités scolaires ont imposé une discipline plus sévère et que les élèves ont acquis un sens plus grand de leur propre responsabilité. On peut juger des progrès réalisés d'après les résultats des examens de fin d'études dans les écoles secondaires qui sont les suivants :

	<u>Ecoles italiennes</u>	<u>Ecoles slovènes</u>
<u>Internes</u>		
Ont réussi	46,15 %	61,05 %
Sont admis à se présenter aux examens d'automne	46,54 %	28,05 %
Ont échoué	7,31 %	6,05 %
Ne se sont pas présentés	-	3,05 %
<u>Externes</u>		
Ont réussi	10,73 %	Aucun externe ne s'est
Sont admis à se présenter aux examens d'automne	43,51 %	présenté à
Ont échoué	45,76 %	ces examens

Les pourcentages relatifs aux examens dans les écoles italiennes et slovènes ne peuvent pas servir à établir une comparaison exacte, parce que les élèves italiens passent les examens de l'Etat italien et les élèves slovènes passent un examen dont les épreuves sont choisies par une commission de professeurs choisis parmi ceux qui enseignent dans la zone.

Les bâtiments des écoles élémentaires et secondaires utilisables à la fin de la guerre représentaient environ 50 pour 100 du total d'avant-guerre. En 1947-1948, le pourcentage était de 65 pour 100 et au début de l'année 1948-1949, il était de 80 pour 100. Ceci permettra de réduire le nombre des groupes occupant successivement les mêmes locaux et augmentera le nombre d'heures que les élèves consacrent à l'étude.

La situation en ce qui concerne les locaux universitaires s'est également améliorée. Une aile du nouveau bâtiment pourra être occupée vers le milieu d'octobre. La faculté des sciences sera logée dans cette aile, où elle disposera des laboratoires dont elle avait manqué jusqu'à présent. On espère que la seconde aile pourra être occupée avant la fin du semestre prochain.

L'Ecole technique industrielle rattachée à l'Institut industriel, fermé depuis plus de trois ans, vient de prendre des inscriptions et s'ouvrira cette année. L'école pourra recevoir environ 25 élèves.

Le nombre des manuels slovènes a augmenté de façon importante au cours du trimestre et continuera à s'accroître, la commission des professeurs slovènes poursuivant ses travaux.

SECTION 10. PRESSE ET RADIO

Le 11 juillet, de nouvelles lois sur la presse, semblables à celles entrées récemment en vigueur en Italie, ont été promulguées. Ces lois, qui garantissent la liberté d'expression et précisent la situation de la presse dans la zone, paraissent avoir été bien accueillies par l'Association des journalistes de Trieste.

SECTION 11. ACTIVITE RELIGIEUSE

Le fait que l'évêque catholique romain de Trieste ait pu officier dans les églises paroissiales de San Giacomo et de Monrupino, cette dernière commune se trouvant sur la frontière entre la zone anglo-américaine et la Yougoslavie, est un signe caractéristique de la stabilisation de la situation dans cette zone. Il n'y a pas bien longtemps encore, sa présence dans ces localités servait en général de prétexte à des incitations à la violence.

Aucune réponse satisfaisante n'est encore parvenue du Gouvernement militaire yougoslave en ce qui concerne les enquêtes relatives au sort réservé au curé de la paroisse de San Dorligo, dont l'arrestation au cours d'une visite effectuée dans la zone yougoslave a été signalée dans mon dernier rapport. D'après le seul renseignement qu'en ait recueilli jusqu'ici à ce sujet, il a été extradé en Yougoslavie sous l'inculpation de délits politiques.

Les activités des autres communautés religieuses de la zone se poursuivent normalement et n'appellent pas de commentaires.

SECTION 12. SERVICES SOCIAUX

(Pour les statistiques voir Annexe J)

1. Assistance publique

Les paragraphes (a) et (b) de l'Annexe J mentionnent les activités du bureau de l'assistance publique de Trieste. On peut ajouter que 11.000 enfants pauvres ont participé à des camps de vacances d'été organisés par les groupes locaux de bienfaisance, dont certains ont reçu une aide financière du Gouvernement militaire allié. Une attention spéciale a été accordée aux enfants tuberculeux.

2. Personnes déplacées (Voir paragraphe (c) de l'Annexe J)

Au cours de ces derniers temps, le nombre de réfugiés entrant dans la zone en provenance de Yougoslavie s'est accru d'une manière importante. Le chiffre moyen est maintenant de trois par jour. Ceux qui ne peuvent trouver un logement par eux-mêmes sont provisoirement logés et nourris au centre pour personnes déplacées de Trieste, contrôlé par le Gouvernement militaire allié, jusqu'au moment où il est possible de prendre d'autres dispositions à leur égard.

Des personnes déplacées de la zone, 547, ont été admises à émigrer par l'Organisation internationale des réfugiés et ont quitté la zone pour se rendre dans des camps d'Italie, en attendant d'être acheminées vers l'Amérique du Sud. Cinq cent huit autres ont décliné les offres d'émigration qui leur ont été faites.

3. Personnes ayant opté pour la nationalité italienne

Un grand nombre des anciens habitants des régions cédées à la Yougoslavie par l'Italie aux termes du Traité de paix, ont opté pour la nationalité italienne et sont passés par Trieste au cours du trimestre. Les chiffres sont donnés au paragraphe (d) de l'Annexe J.

SECTION 13. AGRICULTURE

Les récoltes dans la zone ont été bonnes. Par rapport à l'année précédente, la production a accusé les augmentations suivantes :

Froment	12 %
Maïs	70 %
Haricots secs	80 %
Pommes de terre	40 %
Foin	70 %

A cause de la grêle et des ouragans du début de l'été, la vendange n'a toutefois pas donné les résultats escomptés. La quantité de vin produit sera probablement égale à celle de l'année passée, mais la qualité en sera vraisemblablement inférieure. En raison de la bonne récolte de plantes fourragères, la situation en ce qui concerne le bétail est exceptionnellement bonne dans la zone et on croit que les fermiers pourront nourrir la plus grande partie de leur bétail jusqu'au printemps. Il résulte d'une enquête faite dans l'ensemble de la zone, que moins de 2 pour 100 des bêtes récemment examinées étaient tuberculeuses.

L'aide financière du Fonds du Gouvernement militaire allié pour l'amélioration des fermes, a permis la construction de nouvelles granges en béton et de fosses à purin antiseptiques, ce qui avait permis d'améliorer les conditions sanitaires dans beaucoup de fermes de la zone. On a commencé des expériences pour la culture des fleurs et des légumes en sol sableux, en vue d'en faire le commerce d'exportation. Un aqueduc a été récemment mis en service pour approvisionner en eau les villages et les terres cultivées sur les collines au sud de la ville de Muggia. Cette région, qui a été négligée ces derniers temps à cause de son aridité, doit pouvoir devenir une des plus prospères de la zone. Elle est particulièrement propre à la culture des raisins de première qualité, des olives, des figues et de légumes tels que les pois anglais.

Après l'achèvement du projet de drainage NOGHIERE à la fin de l'année, deux cents autres acres de terre très productive seront rendus à l'agriculture et pourront être labourés au printemps.

SECTION 14. PECHE

Pendant la première partie du trimestre, la pêche a eu quelque peu à souffrir de la grève des distributeurs d'essence qui, déclenchée en Italie, s'est étendue à la zone. Il a toutefois été possible de limiter les effets de la grève en distribuant aux pêcheurs du combustible et des lubrifiants prélevés sur les réserves militaires et, vers le milieu d'août, la situation était redevenue normale. Pour les mois de juillet, août et septembre, la pêche a donné 1.392 tonnes de poisson, ce qui constitue une augmentation sensible par rapport à la période correspondante de l'année dernière.

Le projet de développement des pêcheries de la Timavo, mentionné dans mon dernier rapport, est plus qu'à moitié achevé. De nouveaux dragueurs ont été mis en service dans l'espoir que les barrages seraient prêts à être utilisés au moment de la migration du poisson qui s'effectue aux mois de novembre et de décembre.

Un groupe de protection de la pêche rattaché à la police a été créé pour protéger la flotte de pêche de Trieste en haute mer et dans les eaux de la zone. Cette mesure a été bien accueillie par toute la population qui vit de la pêche.

SECTION 15. CHEMINS DE FER

(Voir Annexe K)

Sur l'initiative de la Tchécoslovaquie, une conférence s'est tenue à Trieste du 10 au 12 août, à laquelle assistaient les représentants de l'administration des chemins de fer d'Italie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, d'Autriche, de Hongrie et de la zone anglo-américaine FTT. Le but de cette conférence était de fixer des itinéraires qui serviraient à l'établissement des tarifs pour les transports commerciaux internationaux en provenance et à destination du port de Trieste. Les représentants sont convenus de répartir les trois itinéraires possibles de la manière suivante :

Autriche occidentale et Tchécoslovaquie

occidentale

- Itinéraire par l'Italie via Tarvis

Autriche centrale et Tchécoslovaquie

centrale

- Itinéraire par la Yougoslavie via
Piedicolle

Autriche orientale, Tchécoslovaquie

orientale et Hongrie

- Itinéraire par la Yougoslavie via
Lubiana

Un accord est également intervenu sur la question des devises à utiliser pour le paiement des frais de transport des marchandises.

La ligne de chemin de fer à voie unique de 15 kilomètres qui relie le village de Draga St. Elia à Trieste a été rouverte au trafic à la suite de

l'accord relatif à la frontière mentionné à la Section 4 du présent rapport. Elle n'avait pas été utilisée depuis quelques mois à la suite des visites de trains et de passagers effectuées par la police de la zone yougoslave sur un tronçon de la ligne qui longe la frontière entre les zones, à un point où cette frontière vient seulement d'être clairement délimitée.

Le Gouvernement militaire allié a informé le Gouvernement militaire de la zone yougoslave qu'il était prêt à établir des communications ferroviaires jusqu'à Erpelle en Yougoslavie, point de jonction avec la ligne principale de Pola. Le rétablissement de ces communications doit apporter des avantages appréciables à la population de la zone yougoslave et à celle de l'Istrie méridionale. Toutefois le projet est actuellement en suspens parce que certaines propositions techniques faites par le Gouvernement militaire allié sont à l'étude par le Gouvernement yougoslave.

SECTION 16. POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

A la suite de l'absorption progressive du personnel en surnombre par le Gouvernement italien et de l'augmentation générale des tarifs, on espère que le Département des postes et télécommunications de la zone pourra présenter un budget équilibré à la fin de l'année.

Une grande partie du matériel technique du Département devra toutefois être remplacée au cours de l'année 1949. On procède déjà au remplacement par des appareils télétypes des circuits télégraphiques à longue distance qui ont à assurer le plus grand nombre de communications.

La compagnie qui exploite le réseau téléphonique intérieur (TELIVE) a reçu un prêt de 160 millions de lires pour la réparation des tronçons du réseau souterrain de Trieste, les plus endommagés et les moins bien entretenus. Les travaux sont déjà en train. Pour permettre le remboursement du prêt on a autorisé l'augmentation des tarifs téléphoniques.

SECTION 17. ACTIVITES SPORTIVES

Trieste redevient un centre important en ce qui concerne toutes les formes de sport. Des compétitions de cyclisme, de natation, de yachting, de boxe et d'athlétisme, auxquelles des champions internationaux et des lauréats des jeux olympiques ont pris part, ont attiré un grand nombre de visiteurs pendant l'été. Les matches de football de l'association italienne des ligues de première division, qui se disputent à Trieste tous les quinze jours, réunissent également de grandes foules et la presse locale consacre maintenant une place importante aux événements sportifs. J'espère que l'intérêt accru que l'on porte aux sports est une indication supplémentaire du retour à des conditions normales.

ANNEXE A

Zone anglo-américaine

Nombre de réunions autorisées tenues par les organisations politiques
pendant le trimestre du 1er juillet au 30 septembre

	Réunions politiques	Réunions récréatives et culturelles	Manifestations sportives
Organisations communistes	52	540	40
Organisations et partis italiens	7	327	69
Front de l'indépendance	4	5	-
Union démocratique slovène	2	-	-
Parti social chrétien slovène	1	-	-

ANNEXE B

Nominations à des postes du gouvernement local

Abbreviations

DC	Démocrate chrétien
Soc	Socialiste
PRI d'A	Parti d'Action républicaine
Ind	Indépendant
It	Italien
Sl	Slovène

Président de la Zone	Prof. Gino PALUTAN (DC)
Vice-Président de la Zone	Prof. Carlo SCHIFFRER (Soc)

Conseil administratif de la Zone

Président de la Zone	Prof. Gino PALUTAN (DC)
Inspecteur de la Zone	M. Egone FURIAN
Inspecteur des finances	M. Guido BISUTTI
Conseillers	M. Giovanni BASIOLI M. Sebastiano MICELI
Receveur général des finances	M. Ugo CASTELLANI
Membres ordinaires	M. Ugo VOLLI (PRI d'A) M. Giacomo SACERDOTI (Soc) M. Francesco SPERCO (DC) M. Emanuele FLORA (Ind)
Membres suppléants	M. Redento ROMANO (DC) M. Carlo CERRUTTI (PRI d'A)

Province de Trieste

Président de la Province	M. Giovanni TANASCO (DC)
--------------------------	--------------------------

Conseil de la Province

Président de la Province	M. Giorgio BUDA (Soc)
Membres ordinaires	M. Bruno Giordano MISLEI (Soc) M. Giulio MORPURGO (PRI d'A) M. Bartola TAMBURINI (DC) M. Paolo SCROSOPPI (Ind) M. Priamo MANDRUZZATO (Ind)
Membres suppléants	M. Duilio MAGRIS (PRI d'A) M. Dante PETRINI (Soc)

Commune de Trieste

Maire	M. Michele MIANI (PRI d'A)
Membres ordinaires	M. Pietro BONETTI (Soc)
	M. Edoardo CUMBAT (PRI d'A)
	M. Gregorio DEVESCOVI (Soc)
	M. Giulio GRATTICH (PRI d'A)
	M. Carlo LAUTIERI (Soc)
	M. Doro RINALDINI (DC)
	M. Marciso SCIOLIS (DC)
	M. Raimondo VISINTIN (DC)
	M. Giulio CLEVA (Ind)
	M. Romeo PRESCA (Ind)
Membres suppléants	M. Virgilio BALESTRA (PRI d'A)
	M. Gino STASI (Soc)
	M. Bruno STEFFE (Soc)
	M. Guido de VIDA (DC)

Commune de Monfalcone

Maire	M. Piero ROSBA (It)
Membres ordinaires	M. Ernesto LRIOLI (It)
	M. Fulvio CERNIGOI (It)
	M. Amelia FOSTOGNA (It)
	M. Domenico Zaccaria (It)
Membres suppléants	M. Fausto COLOMBO (It)
	M. Romano CREMATIN (It)

Commune de S. Donato della Valle

Maire	M. Milan BEVK (SI)
Membres ordinaires	M. Ignazio STRAIN (SI)
	M. Lorenzo BANDI (SI)
	M. Andrea CORBATTI (SI)
	M. Arato PANCRAZI (SI)
Membres suppléants	M. Antonio PETTEROSSO (SI)
	M. Giuseppe VALENTI (SI)

Commune de Duino Aurisina

Maire	M. Otto KRALI (SI)
Membres ordinaires	M. Francesco KAKES (SI)
	M. Angelo ZACCARIA (SI)
	M. Giovanni POGACCINI (It)
	M. Natale Cesare PIEZUL (It)
Membres suppléants	M. Giuseppe TETZONI (SI)
	M. Giuseppe LECHISSA (SI)

Commune de Sgonico

Maire	M. Giovanni CRUDEN (S1)
Membres ordinaires	M. Antonio EMILI (MILIC) (S1)
	M. Giuseppe EMILI (MILIC) (S1)
Membres suppléants	M. Luigi EMILI (MILIC) (S1)
	M. Antonio BRESCIANI (BRUSOIK) (S1)

Commune de Monrupino

Maire	M. Emilio GUSTIN (S1)
Membres ordinaires	M. Luigi FURLAN (S1)
	M. Luigi EMILI (S1)
Membres suppléants	M. Carlo SCABAR (S1)
	M. Edoardo GUSTIN (S1)

ANNEXE C

Zone anglo-américaine

Relève de la criminalité

(1er juillet - 30 septembre 1948)

A. Cas signalés

B. Personnes arrêtées

	<u>A</u>	<u>B</u>
1. Assassinats	-	-
2. Tentatives d'assassinat	-	-
3. Homicides	1	1
4. Enlèvements	-	2
5. Viols	2	1
6. Blessures graves	44	19
7. Attaques à main armée	-	-
8. Attaques contre les agents de l'autorité (autres que celles qui figurent dans les catégories 6 et 7)	-	-
9. Incendies volontaires	8	-
10. Dommages causés par des explosions (attentats conscients ou tentatives)	-	-
11. Extorsion de fonds et chantage	-	-
12. Menaces de mort ou de voies de fait	8	5
13. Menaces portées contre les biens	8	3
14. Vols qualifiés	-	-
15. Vols	507	73
16. Fraudes et détournements	79	59
17. Détention d'explosifs, d'armes et de munitions	10	6
18. Recel	7	3
19. Contrefaçons	-	-
Total	674	172

ANNEXE D

Accords

conclus au cours de séances tenues à Rome du 20 au 31 juillet 1948 en vue de la mise en vigueur des accords signés le 9 mars 1948 par le Gouvernement de la République italienne et par le Gouvernement militaire de la zone anglo américaine du Territoire libre de Trieste et relatifs aux finances et aux devises étrangères, en particulier en ce qui concerne les projets du commandement de la zone au sujet de la participation de la zone au programme de relèvement européen.

Première partie

Besoins en devises locales

En vertu de l'article 3 de l'Accord financier du 9 mars 1948 et conformément à l'article 11 du régime provisoire du Territoire libre de Trieste, le Gouvernement italien et le Commandement de la zone sont convenus de ce qui suit :

1. Le budget approuvé de la zone, pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1948 est le suivant :

(a) Dépenses ordinaires	Li	8.259 889 335
(b) Recettes ordinaires	"	7 000 000 000
(c) Déficit ordinaire	"	1 259 889 3
(d) Dépenses extraordinaires (nettes)"		5 700 000 0
(e) Mouvement des capitaux	"	2 968 507 0
(f) Total net des besoins en lires	"	9 928 396 3

Les prévisions de recettes précédentes sont fondées sur l'hypothèse d'une amélioration de la législation et de l'administration fiscales.

2. Au cours d'un examen du budget ordinaire, il a été reconnu que certaines économies pourraient être faites et que le Commandement de la zone pourrait les consacrer à la création d'une caisse de prêts aux petites et moyennes entreprises.

3. Le Gouvernement italien prendra les dispositions nécessaires afin de pourvoir aux besoins en lires prévus au paragraphe 1 (f) ci-dessus.

4. Le Gouvernement italien fournira immédiatement les sommes nécessaires pour porter à 4.5 millions de lires l'encaisse du Gouvernement militaire allié. Toute partie de ces sommes qui ne correspondrait pas à la liquidation des budgets antérieurs du Gouvernement militaire sera considérée comme un paiement effectué au titre du budget dont les divers postes sont énumérés au paragraphe 1 ci-dessus.

5. Dans les limites du budget convenu, les paiements supplémentaires s'effectueront de la façon suivante :

- (a) Le Gouvernement militaire allié s'engage à informer le Gouvernement italien lorsque son encaisse sera inférieure à 4.5 millions de lire;
- (b) Au reçu de cette notification, et avant que l'encaisse ne devienne inférieure à 4 millions de liras, le Trésor italien avancera au Gouvernement militaire allié les fonds supplémentaires.

6. Le Commandement de la zone s'engage à n'utiliser les fonds reçus du Gouvernement italien en vertu du paragraphe 1 (e) ci-dessus que pour les motifs suivants :

- (a) Reconstruction des chantiers de constructions navales et de réparation des navires, et
- (b) Dépenses de fonctionnement des industries de construction navale et de réparation de navires.

7. Le Gouvernement militaire allié considérera le remboursement des avances consenties au titre de la section 6 ci-dessus comme une recette budgétaire à créditer au titre de la période budgétaire pendant laquelle le remboursement aura eu lieu.

8. Le Commandement de la zone considérant que la politique qu'il pratique en matière de prix affecte les denrées alimentaires et autres produits essentiels, reconnaît en principe la nécessité de la modifier et de l'aligner sur la politique du Gouvernement italien, dans la mesure où la situation particulière de Trieste le permettra. A cette fin, il s'engage à procéder à un examen immédiat de la question. Le Gouvernement italien insiste sur la nécessité et sur l'urgence qu'il y a à aboutir à une solution de cette question qui résulte de l'inclusion de Trieste dans la zone monétaire italienne, conformément aux dispositions du régime provisoire. Il est convenu de part et d'autre que l'avance prévue au paragraphe 1 (e) ci-dessus est limitée à une période de six mois et ne constitue pas un précédent.

Deuxième partie

Besoins en devises étrangères

Conformément à l'article 11 du régime provisoire et aux conditions imposées par l'article 1 de l'Accord sur les devises étrangères, aux termes duquel le Gouvernement italien s'est déclaré disposé à prendre à sa charge les besoins de la zone en devises étrangères à des conditions au moins

aussi favorables que celles en vigueur en Italie, il est convenu ce qui suit :

1. L'Organisme italien de contrôle des changes prendra à sa charge les besoins de la zone en devises étrangères qui resteront dans des limites raisonnables, non compris les besoins des industries travaillant pour le programme de relèvement européen, ainsi qu'il est prévu à l'article I de l'accord;
2. L'Organisme italien de contrôle des changes accordera au commandement de la zone une autorisation générale aux termes de laquelle le Gouvernement militaire allié pourra faire usage, pendant une période de un an, à compter du 1er juillet 1948, pour ses propres besoins ou pour les besoins des industries travaillant au profit du programme de relèvement européen de dollars et de livres sterling, jusqu'à concurrence d'un total de 6 millions de dollars ou d'une somme équivalente en livres sterling, aux fins exposées au paragraphe 4 ci-dessous.
3. Au cours d'un mois déterminé, le Gouvernement militaire allié ne prélèvera pas plus de 500.000 dollars, sous réserve toutefois qu'il lui reste possible de prélever des sommes supplémentaires correspondant aux soldes non utilisés des mois précédents.
4. Le Gouvernement militaire allié envisage d'utiliser ces ressources en prenant pour base les programmes d'approvisionnement suivants (en dollars ou l'équivalent en livres sterling) :

(a) Charbon	1.000 000
(b) Acier, fer et produits d'acier et fer étamé	1 800 000
(c) Sapin de Douglas et bois durs	400 000
(d) Alliages non ferreux et ferreux	400 000
(e) Tabac	400 000
(f) Frêt	1 000 000
(g) Machines, équipement et articles industriels divers	1 000 000
5. Il est convenu que le Gouvernement militaire allié peut, sous réserve de ne pas dépasser les 6 millions de dollars prévus ci-dessus, prélever des devises pour s'acquitter de sa contribution à l'Organisation de coopération économique européenne et une somme de 10.000 dollars au maximum pour couvrir les frais de sa représentation au siège de l'Organisation de coopération économique européenne ou toute autre dépense faite sous ce rapport au titre du programme de

relèvement européen, à l'extérieur de la zone ou hors du territoire de l'Italie.

6. Il est convenu que le Gouvernement militaire allié pourra modifier les projets de dépenses d'approvisionnement exposés ci-dessus si les conditions d'approvisionnement viennent à se modifier, mais en aucun cas ces modifications ne devront excéder cinquante pour cent de la somme prévue pour chaque catégorie.

7. Le Gouvernement militaire allié s'engage à veiller à ce qu'on n'utilise pour des achats déterminés, aucune devise en dollars ou en livres sterlings chaque fois qu'il sera établi qu'il est possible aux fins d'alléger les charges imposées aux ressources de l'Italie en dollars ou en livres, de s'approvisionner sur le marché italien, ou en vertu d'accords commerciaux italiens à des conditions également favorables, compte tenu des prix, des dates de livraison et des quantités disponibles.

8. Au cours de la période de validité du présent accord, le Commandement de la zone n'exigera pas le règlement de la question des soldes de la troupe et des services fournis par les forces britanniques et américaines, prévu par le Protocole de signature qui accompagnait l'accord sur les devises étrangères et la procédure actuelle restera en vigueur.

9. Etant donné que le Gouvernement des Etats-Unis a décidé que les avoirs en dollars des résidents de Trieste bloqués aux Etats-Unis ne doivent pas être considérés comme des ressources ordinaires au sens de l'accord sur les devises étrangères du 9 mars 1948, c'est au Gouvernement militaire allié qu'il appartient de décider de l'utilisation de ces avoirs. En vertu de la section 115 de la loi de coopération économique de 1948, le Gouvernement militaire allié versera les ressources en dollars résultant de la liquidation d'avoirs aux Etats-Unis à un fonds de roulement ouvert au nom du Gouvernement militaire allié pour le financement des industries de transformation de la zone qui font partie du programme de relèvement européen. Ce fonds sera utilisé pour le financement des produits de base qui ne figurent pas dans le programme exposé en 4 ci-dessus.

A propos de l'administration de ce fonds, il est convenu de part et d'autre que :

- (a) Toutes les ressources nettes du fonds en devises étrangères à l'exception d'une réserve de 20 pour 100 destinée à couvrir les pertes, seront venues à l'Organisme italien de contrôle des changes.

- (b) Le Gouvernement militaire allié demandera l'assistance de la Banque d'Italie qui jouera le rôle d'agent financier en ce qui concerne les opérations du fonds.

10. Le Gouvernement italien reconnaît que le Commandement de la zone peut se prévaloir des dispositions de l'article 1 de l'accord sur les devises étrangères du 9 mars 1948 pour obtenir telles devises qui lui seront nécessaires pour rembourser les avances ou prêts reçus par la zone de l'Administration de coopération européenne ou de la Banque d'importations et d'exportations.

11. Le Gouvernement italien recommande au Gouvernement militaire allié de faire bénéficier les produits importés dans la zone au titre du programme de relèvement européen des avantages accordés en Italie aux importations similaires. Le Gouvernement militaire allié est disposé à accorder ces avantages sous réserve des obligations qui incombent au Commandement de la loi de coopération économique de 1948.

Troisième partie

Commission mixte

Le Gouvernement de la République italienne et le Commandement de la zone conviennent de constituer une commission mixte qui devra se réunir une fois par mois à Rome pour discuter les questions économiques et financières qui présentent un intérêt commun. La Commission mixte sera également responsable de la coordination des programmes de relèvement européen respectifs.

FAIT en double exemplaire à Trieste dans les langues anglaises et italienne, toutes deux faisant également foi, le 22 septembre 1948.

Pour le Gouvernement de la zone

Pour le Gouvernement italien.

ANNEXE E

Zone anglo-américaine

Commerce avec la Yougoslavie et la zone du Gouvernement militaire

yougoslave (poids et valeur)

(1er juillet-30 septembre 1948)

<u>Désignation</u>	<u>Importations</u>		<u>Exportations</u>	
	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>
	(tonnes)	(lires)	(tonnes)	(lires)
Produits alimentaires	1 079 7	64 437 121	7 7	487 650
Fruits et légumes	1 297 8	45 142 480	72 2	5 247 780
Vins et spiritueux	112	6 752 640	0 22	61 840
Matériaux de construction	3 123 9	82 837 340	54 2	23 727 085
Combustibles (bois et charbon)	6 572 7	47 294 003	-	-
Combustibles (produits pétroliers)	-	-	122 078 8	324 386 350
Matières premières	15 5	5 618 550	34 3	3 670 481
Bétail et fourrages	32	3 930 800	-	-
Produits manufacturés				
et machines	2 6	222 000	299 3	137 328 878
Divers	3 3	3 053 380	3 1	2 892 635
Total	12 239 5	259 288 314	12 549 8	497 802 699

ANNEXE E (suite)

Zone anglo américaine

Commerce avec l'Autriche (poids et valeur)

(1er juillet-30 septembre 1948)

<u>Désignation</u>	<u>Importations</u>		<u>Exportations</u>	
	<u>Quantité</u> (tonnes)	<u>Valeur</u> (lires)	<u>Quantité</u> (tonnes)	<u>Valeur</u> (lires)
Produits alimentaires	-	-	76 2	2 504 900
Fruits et légumes	-	-	107 2	5 945 650
Vins et spiritueux	-	-	0 1	10 000
Matériaux de construction	1 758 8	53 171 162	-	-
Combustibles (bois et charbon)	-	-	-	-
Combustibles (produits pétroliers)	-	-	2 084 4	52 791 545
Matières premières	1 0	333 450	269 5	18 662 628
Bétail et fourrages	-	-	-	-
Produits manufacturés et machines	258	11 028 146	77 8	3 844 285
Divers	630 9	37 662 518	0 5	659 300
Total	2 648 7	102 195 276	2 615 7	84 418 308

ANNEXE E (suite)

Zone anglo américaine

Commerce avec l'étranger à l'exception de l'Autriche, la
Yougoslavie, la zone du Gouvernement militaire yougoslave,
la Suisse et l'Italie (poids et valeur)

(1er juillet-30 septembre 1948)

(Il n'est pas possible de fournir les chiffres relatifs à l'Italie,
du fait qu'il n'est pas établi de statistiques détaillées en raison
de l'absence de barrières douanières)

<u>Désignation</u>	<u>Importations</u>		<u>Exportations</u>	
	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>
	(tonnes)	(liras)	(tonnes)	(liras)
Produits alimentaires	13 873 4	767 807 069	8 1	4 671 161
Fruits et légumes	98 0	13 311 095	231 9	18 794 954
Vins et spiritueux	17 8	1 776 904	135 9	10 719 398
Matériaux de construc- tion	1 030 5	38 052 859	544 9	68 169 859
Combustibles (bois et charbon)	47 750 8	357 936 277	92 8	1 505 000
Combustibles (produits pétroliers)	123 229 3	150 550 798	12 5	309 720
Matières premières	228 8	80 835 587	164 6	105 188 283
Bétail et fourrages	0 1	713 000	-	-
Produits manufacturés et machines	576 8	79 263 603	135 8	26 582 791
Divers	84 4	29 845 444	35 5	28 895 407
Total	186 889 9	2 935 092 636	1 362 0	264 836 573

ANNEXE E (suite)

Zone anglo américaine

Commerce avec la Suisse (poids et valeur)

(1er juillet-30 septembre 1948)

Importations

Exportations

Description	Quantité		Valeur		Quantité		Valeur	
	(tonnes)		(lires)		(tonnes)		(lires)	
Produits alimentaires	10	1	3 450	651	-	-	-	-
Tabac	42	7	102 023	777	-	-	-	-
Fruits et légumes	1	8	683	290	-	-	-	-
Vins et spiritueux	-	-	-	-	206	7	20 835	872
Matériaux de construc-	-	-	-	-	-	-	-	-
tion	-	-	-	-	1	1	237	774
Combustibles (bois et	-	-	-	-	-	-	-	-
charbon)	-	-	-	-	655	7	9 286	968
Combustibles (produits	-	-	-	-	-	-	-	-
pétroliers)	-	-	-	-	944	8	29 363	332
Matières premières	-	-	-	-	0	5	65	780
Détail et fourrages	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits manufacturés et	-	-	-	-	-	-	-	-
machines	-	-	2 517	684	399	-	9 251	141
Travaux	-	-	-	-	10	5	404	735
Total	54	6	108 675	402	2 218	3	69 395	602

ANNEXE F
Zone anglo américaine
Chantiers de travaux publics et main-d'oeuvre employée
(1er juillet-30 septembre 1948)

<u>Programme</u>	<u>Nombre moyen de personnes employées chaque mois</u>
Bâtiments publics	570
Ecoles professionnelles	1 685
Construction et entretien de locaux d'habitation	1 571
Mise en valeur des terres	113
Travaux industriels, portuaires et connexes	1 145
Ports	37
Travaux d'aménagement des eaux (aqueducs, égouts, drainage)	214
Tunnels	20
Routes d'Etat	823
Routes communales	465
Routes provinciales	169
Beaux-Arts et monuments	12
Déblaiement de bombes et de mines	143
	<hr/>
Total	6 972

NOTE : Dans les rapports précédents, le nombre de personnes employées dans les écoles professionnelles, où de nombreux ouvriers sont formés à la pratique des métiers, notamment des métiers du bâtiment, était compris dans la rubrique "bâtiments".

Statistique du mouvement des navires dans le port de Trieste
(1er juillet - 30 septembre 1948)

TONNAGE (en tonnes)

	Nombre de navires	Tonnage enregistré brut	Fourniture militaire				Secours des Etats-Unis		Tonnage		Passagers
			Trieste	Autriche	Trieste	Autriche	civil	total	civils		
Navires de	Arrivée: 3 179	164 940	-	-	-	-	37 027	37 027	376 346		
100 tonnes et	Départ : 3 187	162 328	-	-	-	-	8 493	8 494	380 165		
au dessous											
Navires de	Arrivée: 178	522 856	2 586	-	59 729	247 907	112 509	422 731	132		
plus de	Départ : 173	516 275	-	-	-	-	66 772	66 772	54		
200 tonnes											
Bateaux-citernes											
de 200 tonnes	Arrivée: 33	3 575	-	-	-	-	2	2	-		
et au-dessous	Départ : 29	3 229	-	-	-	-	5 793	5 793	-		
Bateaux-citernes											
de plus de	Arrivée: 76	95 752	-	-	-	-	140 561	140 561	-		
200 tonnes	Départ : 76	94 749	-	-	-	-	73 306	73 306	-		
Bateaux de											
pêche	Arrivée: -	-	-	-	-	-	976	976	-		
TOTAL	Arrivée: 3 466	787 123	2 586	-	59 729	247 907	291 075	601 297	376 478		
	Départ : 3 465	776 581	-	-	-	-	154 375	154 365	380 219		

ANNEXE H

Zone anglo-américaine
 Situation de l'emploi
 (1er juillet - 30 septembre 1948)

Professions	Juillet 1948				Août 1948				Septembre 1948			
	Duino-				Duino-				Duino-			
	Trieste	Muggia	Aurisina	TOTAL	Trieste	Muggia	Aurisina	TOTAL	Trieste	Muggia	Aurisina	TOTAL
Industrie	30 465	1 420	946	32 831	30 020	1 484	1 006	32 510	29 609	1 260	1 161	32 030
Commerce	12 590	47	43	12 680	12 651	50	49	12 749	12 733	46	51	12 830
Crédit et assurance	2 530	-	-	2 530	2 533	-	-	2 533	2 535	-	-	2 535
Agriculture	103	94	3	200	73	126	3	202	66	116	3	185
Fonctions publiques	21 047	136	39	21 222	21 329	135	45	21 509	21 713	133	51	21 897
Professions maritimes	3 796	50	11	3 857	3 552	50	9	3 611	3 652	50	11	3 713
Forces alliées	5 626	-	-	5 626	5 705	-	-	5 705	5 705	-	-	5 705
Travaux publics	5 531	462	57	6 050	6 273	535	71	6 879	6 523	597	57	7 177
	81 748	2 209	1 099	84 606	82 136	2 380	1 182	85 698	82 536	2 202	1 334	86 072

ANNEXE I

Zones anglo-américaines

Etat des cas de maladies infectieuses

1er juillet - 30 septembre 1948

Rougeole	19
Scarlatine	121
Varicelle	13
Diphthérie	51
Coqueluche	28
Typhoïde	80
Paratyphoïde	8
Dysenterie bacillaire	2
Fièvre de Malte	3
Méningite cérébro-spinale	1
Poliomyélite aiguë	8
Tuberculose	191

ANNEXE J

Zones anglo-américaines

Assistance publique et personnes déplacées

1er juillet - 30 septembre 1948

1. Assistance publique

(a) Assistance publique

Secours en espèces	11 728 foyers
Repas gratuits	482 937 repas
Personnes ayant bénéficié de secours	
dans des institutions	6 747 personnes
Familles victimes de bombardements	
ayant reçu des secours particuliers	733 familles

(b) Distribution de secours

Vêtements et chaussures (paires)	1 747
Literie (matelas, etc..)	167

(c) Protection de la mère et de l'enfant

Nombre de mères secourues	134
Nombre d'enfants secourus	2 698
Nombre d'enfants assistés soit d'une	
manière permanente, soit dans les crèches	404
Allocations aux orphelins de guerre . . .	200
Nombre d'orphelins de guerre inscrits	
dans les écoles.....	208

Statistiques relatives aux personnes déplacées

2. Personnes déplacées

(a) Mouvement des personnes en transit dans le
centre de personnes déplacées de Trieste

(1) De Yougoslavie vers l'Italie

Italiens	78
Yougoslaves	109
Hongrois	1
Roumains	3
	<hr/> 194

(2) D'Italie vers la Yougoslavie

Italiens	14
Yougoslavie	20

- (b) Mouvement des personnes en transit provenant
 de la Yougoslavie et ayant opté pour la
 nationalité italienne

juillet	2 411
août	4 005
septembre	2 033
	<hr/>
	8 449

- (c) Nombre de personnes examinées

et réunissant les conditions requises pour bénéficier d'une offre d'émigration	1 055	(1)
Nombre de personnes ayant accepté d'émigrer et dirigées sur l'organisation d'assistance en Italie	547	(1)

- (1) Il s'agit le plus souvent de personnes qui vivent hors des
 camps et gagnent leur existence.

ANNEXE K

Expéditions par voie ferrée :

en provenance de Trieste

(1er juillet - 30 septembre 1948)

(Nombre de wagons)

Mois	Italie	Autriche	Tchécoslovaquie	Hongrie	Suisse	Yougoslavie	Divers	Total
Juillet	927	4 429	404	84	14	537	157	6 552
Août	1 131	6 451	656	63	35	490	101	8 927
Septembre	1 360	4 759	1 172	137	82	759	76	8 345
Total	3 418	15 639	2 232	284	131	1 786	334	23 824

Expéditions par voie ferrée

à destination de Trieste

(1er juillet - 30 septembre 1948)

(Nombre de wagons)

Mois	Italie	Autriche	Tchécoslovaquie	Hongrie	Suisse	Yougoslavie	Divers	Total
Juillet	1 626	861	464	6	14	1 140	67	4 178
Août	1 251	800	402	3	1	636	37	3 130
Septembre	1 451	1 302	586	12	12	858	31	4 252
Total	4 328	2 963	1 452	21	27	2 634	135	11 560

NOTE : Le présent tableau révèle un accroissement du trafic avec la Yougoslavie qui est devenu le double de ce qu'il était au cours du trimestre précédent. Le trafic avec l'Italie est également en augmentation, tandis que le trafic avec l'Autriche accuse une régression de 25 pour 100.